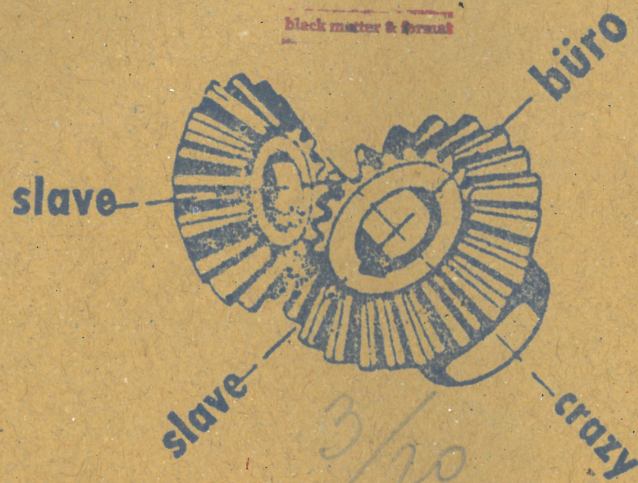
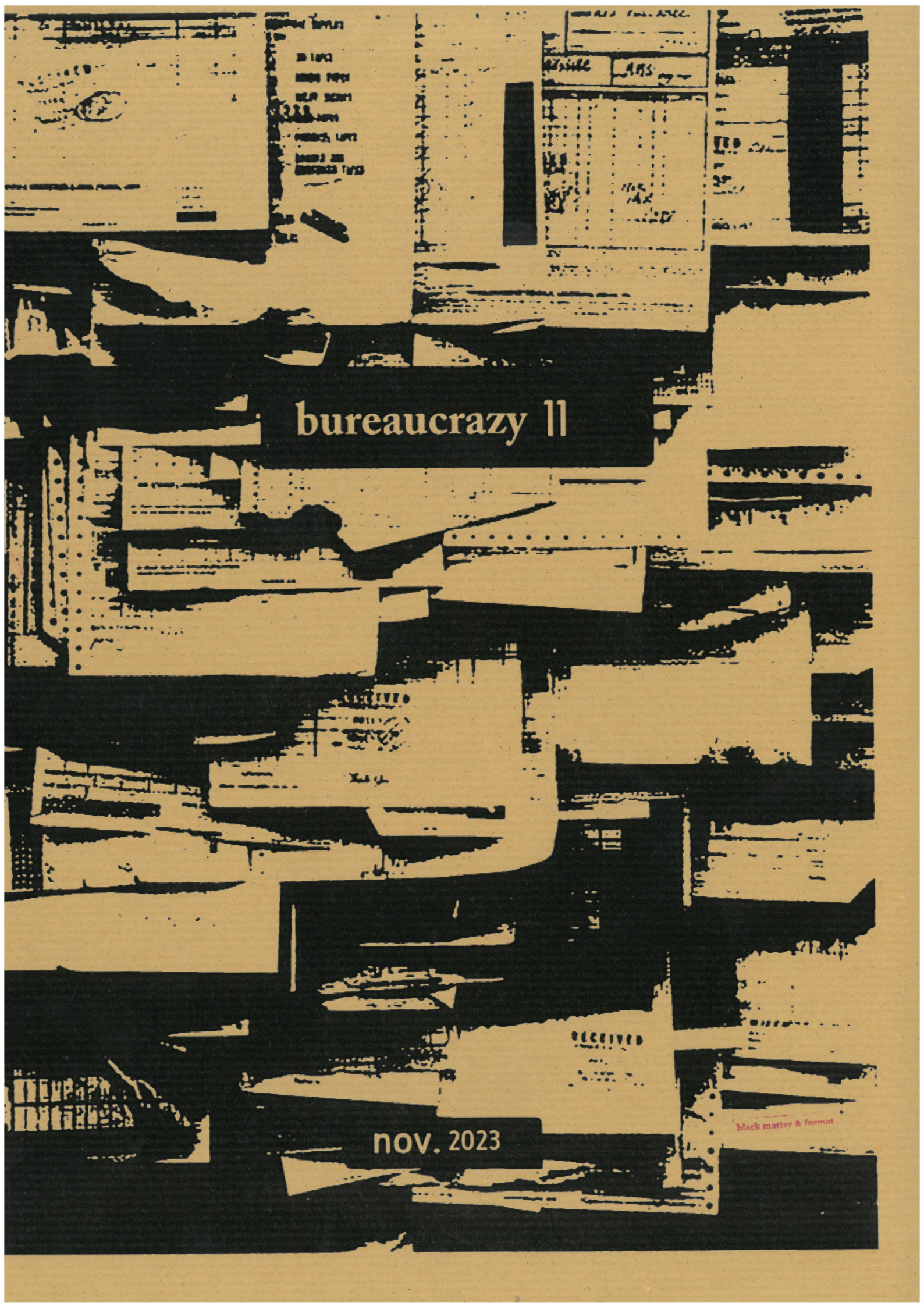


bureaucrazy

11

black matter & brass





bureaucrazy II

nov. 2023

black matter & format

Bureaucrazy

11



3/20

jurguen o. olbrich

jurguen o. olbrich

cesar figueroa

cesar figueroa

Vorbehaltlich
Glasschaden.

nov.2023

Black matter & format

Membre correspondant

F. Devreux-Shapiro Anne, rue Victor Rauter 222, 1070 Bruxelles.

Membre Protecteur

N. Dalle Herman, De Limburg Stirumstraat 147, 1810 Wemmel.

DIVERSAuto-collants

Des adhésifs "Presse" pour votre voiture sont encore à votre disposition moyennant un versement de 50 F au C.C.P. de l'UBJET.

Notre bulletin d'Information.

N'hésitez pas d'envoyer les nouvelles concernant vos publications, vos prestations extraordinaires, vos distinctions et prix, à Irène Dept, Eric Sasselaan 7 à 2020 Anvers, qui se charge de la rédaction finale de notre bulletin.

Verifique Durabilidade Consumiveis	
Drum Unit(C)Rotation Time	2902M
Drum Unit(M)Rotation Time	2902M
Drum Unit(Y)Rotation Time	2902M
Drum Unit(K)Rotation Time	6M
Developing Unit(C) Print Count	24412
Developing Unit(M) Print Count	24412
Developing Unit(Y) Print Count	24412
Developing Unit(K) Print Count	134902
Fusing Unit Page Count	134902
Unidade do Rolo de Transferência	8887M
Transfer Belt Unit Rotation Time	8886M
Transfer Belt Unit Page Count	134905

	Data de Início	Data de Previsão de Rendimento
Developing Unit (C)	06/01/2017	00/00/0000
(M)	06/01/2017	00/00/0000
(Y)	06/01/2017	00/00/0000
(K)	13/12/2016	00/00/0000
Unidade do Tambor (C)	11/08/2016	25/02/2024
(M)	11/08/2016	25/02/2024
(Y)	11/08/2016	25/02/2024
(K)	06/12/2019	00/00/0000
Unidade Fusão	13/12/2016	00/00/0000
Unidade do Rolo de Transferência	11/08/2016	25/04/2027
Unidade da Correia de Transferência de Imagem	11/08/2016	25/02/2024

Fécamp / Seine-Maritime

40 • Château de Sissi



www.chateaudesissi.com

CHÂTEAU DE SISSI
RESTAURANT "LES 3 ROSES"
M. RENAUDAT
76540 SASSETOT-LE-MAUCONDUIT
Tél. 02 35 28 00 11 - Fax 02 35 28 50 00
info@chateau-de-sassetot.com

Au milieu de son vaste parc, le Château de Sissi nous susurre l'histoire de l'Impératrice Elisabeth d'Autriche venue passer ici, l'été 1875. Tout près : la plage des Petites Dalles et les Hautes Falaises. C'est dans ce cadre bucolique que ce beau château du XVIII^{ème} siècle, de style classique, vous accueille avec ses chambres et suites raffinées et ses salons de réception. La cuisine du restaurant "les 3 Roses" éveillera vos papilles dans une ambiance chaleureuse.



In the midst of its vast park, the Château de Sissi whispers the story of the Empress of Austria, who spent summer here in 1875. The beach of Petites Dalles is close by, and also Fécamp because here we are a stone's throw from the sea. You will be enchanted by this fine classically-styled château in its pastoral setting, with its refined bedrooms and suites, and its welcoming lounge-library.

Hôtel - Restaurant

- 26 et 2 suites
- 75 € à 325 €
- 15 €
- Massage "Bien-être", VTT, parc de 12 ha, parking privé. A prox.: golf, plage, voile, pêche en mer, équitation.
- 50
- 29 € à 59 €
- 50 €
- Hôtel et restaurant fermés du 5 janvier au 12 février.
Forfait "Evasion" : 1 nuit pour 2 pers. en chambre élégance avec petits déjeuners + menus route des Epices, boissons comprises + entrées au Palais Bénédicte.
Basse saison : 280 € pour 2 pers.
Haute saison : 315 € pour 2 pers.



Révision générale des politiques publiques. Matrice de la plupart des réformes affectant les services publics, cette « RGPP », volontiers présentée comme la grande oeuvre du quinquennat, poursuit officiellement un triple objectif : améliorer leur qualité, rationaliser la dépense publique et valoriser le travail des fonctionnaires.

Dans les faits, il s'agit prioritairement de réduire les dépenses de l'État pour rentrer dans les clous de l'Union européenne, qui impose un déficit inférieur à 3% et une dette publique limitée à 60% du PIB. C'est ainsi que 200 personnes, réparties en 25 équipes d'audit, issues des corps d'inspection de l'administration et de cabinets privés, ont commencé à passer au peigne fin les 1 000 milliards d'euros de dépenses de l'État, réexaminant ses missions et traquant les économies possibles, même les plus minimes.

Lors de sa seconde réunion, le 4 avril, le Conseil de modernisation des politiques publiques, créé pour mettre en oeuvre la RGPP et présidé par Nicolas Sarkozy en personne, a arrêté 166 mesures devant permettre de réaliser 7 milliards d'euros d'économies d'ici à 2011 dans de nombreux secteurs : administration territoriale de l'État, logement, aides aux entreprises, orientations sur l'emploi, diplomatie, services administratifs de la Défense... Dans le courant de ce mois, une autre réunion devrait arrêter 5 milliards d'économie supplémentaire concernant notamment la Sécurité sociale et la solidarité. Avec toujours le même leitmotiv : on ne dit plus « rigueur » mais... « réforme ».

Fusion ANPE-UNEDIC. La loi relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi a été promulguée le 13 février. Elle met en place un opérateur unique issu de la fusion ANPE-Unedic, qui doit « faciliter l'adéquation entre l'offre et la demande de travail ». Il est chargé de simplifier les démarches des demandeurs d'emploi et d'offrir une gamme de prestations complètes. Le SNU-ANPE dénonce « la tentative de liquidation du service public » et la « création d'un organisme conçu comme une machine répressive à l'encontre des chômeurs ». Ce que ne dément pas la volonté affirmée du gouvernement de pénaliser ces derniers au deuxième refus d'une offre d'emploi « acceptable », c'est-à-dire requérant moins de 2 heures de trajet par jour et rémunéré au moins 70 % de leur ancien salaire, quels que soient le métier, la nature et la durée du contrat.

Révision de la carte judiciaire. En dépit des mobilisations du monde de la justice en novembre et décembre, deux décrets parus les 15 et 17 février ont modifié le siège et le ressort des tribunaux d'instance, des juridictions de proximité et des tribunaux de grande instance. Au 1er janvier 2011, il y aura en France 862 juridictions contre 1 190 avant la réforme. Les tribunaux de prud'hommes sont aussi affectés, et 63 d'entre eux disparaissent fin 2008, faisant craindre un engorgement préjudiciable aux salariés. Toutes les fermures étaient-elles justifiées dans tous les territoires ? Et quid de la justice de proximité dans cette réorganisation en « grands pôles » découlant de mesures d'économie bien plus que d'un souci de rendre la justice plus efficace ?

Révision de la carte hospitalière. Un peu sur le même principe que la carte judiciaire, le président de la République a rendu public, le 17 avril, un plan de réforme pour l'hôpital prolongeant la réorganisation des besoins de santé dans le sens du regroupement de grands centres hospitaliers. L'idée étant d'optimiser les dépenses et de supprimer progressivement les services jugés trop peu rentables.



fröhliche Bürokratie

Cinquième réforme concernant l'hôpital en cinq ans, celle-ci s'inspire du rapport remis au président par Gérard Lareher : « Sur un territoire donné, les établissements hospitaliers seront incités à mettre en commun leurs moyens. Il y aura ainsi un hôpital de référence, qui sera le lieu des compétences médicales obligatoires, qui travaillera en coopération avec des hôpitaux locaux. [...] Il n'y a pas de modèle unique, tout se fera sur le volontariat. » Le risque étant que la réorganisation finisse par dessiner deux France : l'une concentrant tous les moyens hospitaliers, l'autre voyant le désert médical progresser.

Plan banlieues. Nicolas Sarkozy avait annoncé un « plan Marshall » des banlieues. Fadela Amara, secrétaire d'État en charge de la Politique de la ville, l'avait baptisé « Espoir banlieue ». Après les violences de novembre 2005 et une aggravation des inégalités dans les quartiers populaires depuis trente ans, tout le monde avait plutôt envie de jouer le jeu.

Résultat, le 8 février, Nicolas Sarkozy rendait publique une flopée de mesures ni neuves ni chiffrées. Au rayon emploi : lancement d'un « contrat d'autonomie » visant à « accompagner vers l'emploi » 100 000 jeunes, et favoriser la création de 20 000 entre prises.

Au rayon éducation : augmentation des écoles de la seconde chance et des internats d'excellence, et « busing » (déplacement d'un enfant d'un établissement difficile vers une école favorisée).

Au rayon sécurité : 4 000 policiers supplémentaires dans les quartiers sensibles.

Au rayon administration : un représentant de l'État par quartier selon un système de primes aux volontaires (au relent colonial).

Seul chiffre avancé dans tout cela : 500 millions d'euros pour développer les transports en commun. Soit moitié moins que ce que Fadela Amara avait annoncé. Pour le reste, « redéploiement » du budget des ministères, effort porté sur les collectivités... L'État s'en sort pour pas cher. C'était ça, le plan.

Partenariats public-privé. Actuellement en discussion à l'Assemblée nationale, le projet de loi relatif aux contrats de partenariat défendu par Christine Lagarde permettra à l'État de déléguer au secteur privé la construction, la gestion et parfois l'exploitation d'équipements publics. Ces contrats de partenariat, créés en 2004, ouverts jusqu'à des projets qualifiés d'« urgents » ou de « complexes » vont cesser d'être une exception. Le dispositif a certes l'avantage de ne pas grever la dette publique, mais les concessions accordées à des entreprises privées, souvent pour plusieurs dizaines d'années, créent une dette différée génératrice de rente et de profit pour ces sociétés, et dont les citoyens auront toutes les peines à s'affranchir.

Éducation : marche arrière

« **Assouplissement de la carte scolaire** ». Conformément aux engagements pris par le président de la République, le ministre de l'Éducation, Xavier Darcos, a annoncé en Conseil des ministres, le 25 juillet 2007, un assouplissement de la carte scolaire effectif dès la rentrée 2007, première étape vers sa disparition progressive. Devant améliorer la mixité sociale et géographique dans les établissements et renforcer l'égalité des chances, la suppression de la carte scolaire installe la libre concurrence entre les établissements et ouvre la porte à un système de sélection, notamment sociale.

6 — O alvará obedece a um modelo tipo a estabelecer por portaria aprovada pelo membro do Governo responsável pelo ordenamento do território.

Artigo 77.º

Especificações

1 — O alvará de licença de operação de loteamento ou de obras de urbanização deve conter, nos termos da licença, a especificação dos seguintes elementos, consoante forem aplicáveis:

- Identificação do titular do alvará;
- Identificação do prédio objecto da operação de loteamento ou das obras de urbanização;
- Identificação dos actos dos órgãos municipais relativos ao licenciamento da operação de loteamento e das obras de urbanização;
- Enquadramento da operação urbanística em plano municipal de ordenamento do território em vigor, bem como na respectiva unidade de execução, se a houver;
- Número de lotes e indicação da área, localização, finalidade, área de implantação, área de construção, número de pisos e número de fogos de cada um dos lotes, com especificação dos fogos destinados a habitações a custos controlados, quando previstos;
- Cedências obrigatórias, sua finalidade e especificação das parcelas a integrar no domínio municipal;
- Prazo para a conclusão das obras de urbanização;
- Montante da caução prestada e identificação do respectivo título.

2 — O alvará a que se refere o número anterior deve conter, em anexo, as plantas representativas dos elementos referidos nas alíneas e) e f).

3 — As especificações do alvará a que se refere o n.º 1 vinculam a câmara municipal, o proprietário do prédio, bem como os adquirentes dos lotes.

4 — O alvará de licença para a realização das operações urbanísticas a que se referem as alíneas b) a g) e f) do artigo 2.º deve conter, nos termos da licença, os seguintes elementos, consoante sejam aplicáveis:

- Identificação do titular da licença;
- Identificação do lote ou do prédio onde se realizam as obras ou trabalhos;
- Identificação dos actos dos órgãos municipais relativos ao licenciamento das obras ou trabalhos;
- Enquadramento das obras em operação de loteamento ou plano municipal de ordenamento do território em vigor, no caso das obras previstas nas alíneas b), c) e e) do artigo 2.º;
- Os condicionamentos a que fica sujeita a licença;
- As cêrceas e o número de pisos acima e abaixo da cota de soleira;
- A área de construção e a volumetria dos edifícios;
- O uso a que se destinam as edificações;
- O prazo de validade da licença, o qual corresponde ao prazo para a conclusão das obras ou trabalhos.

5 — O alvará de autorização de utilização relativo à utilização de edifício ou de sua fracção deve conter a especificação dos seguintes elementos:

- Identificação do titular da licença;
- Identificação do edifício ou fracção autónoma;

c) O uso a que se destina o edifício ou fracção autónoma.

6 — O alvará a que se refere o número anterior deve ainda mencionar, quando for caso disso, que o edifício a que respeita preenche os requisitos legais para a constituição da propriedade horizontal.

7 — No caso de substituição do titular de alvará de licença, o substituto deve disso fazer prova junto do presidente da câmara para que este proceda ao respectivo averbamento no prazo de 15 dias a contar da data da substituição.

Artigo 78.º

Publicidade

1 — O titular do alvará deve promover, no prazo de 10 dias após a emissão do alvará, a afixação no prédio objecto de qualquer operação urbanística de um aviso, visível do exterior, que deve permanecer até à conclusão das obras.

2 — A emissão do alvará de licença de loteamento deve ainda ser publicitada pela câmara municipal, no prazo estabelecido no n.º 1, através de:

- Publicação de aviso em boletim municipal e na página da Internet do município ou, quando estes não existam, através de edital afixar nos paços do concelho e nas sedes das juntas de freguesia abrangidas;
- Publicação de aviso num jornal de âmbito local, quando o número de lotes seja inferior a 20, ou num jornal de âmbito nacional, nos restantes casos.

3 — Compete ao membro do Governo responsável pelo ordenamento do território aprovar, por portaria, o modelo do aviso referido no n.º 1.

4 — O aviso previsto no número anterior deve mencionar, consoante os casos, as especificações previstas nas alíneas a) a g) do n.º 1 e a) a c) e f) do n.º 4 do artigo 77.º

5 — O disposto nos números anteriores aplica-se, com as necessárias adaptações, às situações objecto de comunicação prévia.

Artigo 79.º

Cassação

1 — O alvará ou a admissão de comunicação prévia é cassado pelo presidente da câmara municipal quando caduque a licença ou a admissão de comunicação prévia ou quando estas sejam revogadas, anuladas ou declaradas nulas.

2 — A cassação do alvará ou da admissão de comunicação prévia de loteamento é comunicada pelo presidente da câmara municipal à conservatória do registo predial competente, para efeitos de enotação à descrição e de cancelamento do registo de alvará e comunicação prévia.

3 — Com a comunicação referida no número anterior, o presidente da câmara municipal dá igualmente conhecimento à conservatória dos lotes que se encontrem na situação referida no n.º 7 do artigo 71.º, requerendo a esta o cancelamento parcial do alvará ou da admissão de comunicação prévia nos termos da alínea f) do n.º 2 do artigo 101.º do Código do Registo Predial e indicando as descrições a manter.

4 — O alvará cassado é apreendido pela câmara municipal, na sequência de notificação ao respectivo titular.

5 — A admissão da comunicação prévia é cassada através do averbamento da cassação à informação prevista no n.º 1 do artigo 36.º-A.

CAPÍTULO III

Execução e fiscalização

SECÇÃO I

Início dos trabalhos

Artigo 80.º

Início dos trabalhos

1 — A execução das obras e trabalhos sujeitos a licença nos termos do presente diploma só pode iniciar-se depois de emitido o respectivo alvará, com excepção das situações referidas no artigo seguinte e salvo o disposto no artigo 113.º

2 — As obras e os trabalhos sujeitos ao regime de comunicação prévia podem iniciar-se nos termos do n.º 3 do artigo 36.º-A.

3 — As obras e trabalhos referidos no artigo 7.º só podem iniciar-se depois de emitidos os pareceres ou autorizações aí referidos ou após o decurso dos prazos fixados para a respectiva emissão.

4 — No prazo de 60 dias a contar do início dos trabalhos relativos às operações urbanísticas referidas nas alíneas c) a e) do n.º 2 do artigo 4.º deve o promotor da obra apresentar na câmara municipal cópia do projecto de execução de arquitectura e de engenharia das especialidades.

Artigo 80.º-A

Informação sobre o início dos trabalhos e o responsável pelo mesmo

1 — Até cinco dias antes do início dos trabalhos, o promotor informa a câmara municipal dessa intenção, comunicando também a identidade da pessoa, singular ou colectiva, encarregada da execução dos mesmos.

2 — A pessoa encarregada da execução dos trabalhos está obrigada à execução exacta dos projectos e ao respeito pelas condições de licenciamento ou comunicação prévia.

Artigo 81.º

Demolição, escavação e contenção periférica

1 — Quando o procedimento de licenciamento haja sido precedido de informação prévia favorável que vincule a câmara municipal, pode o presidente da câmara municipal, a pedido do interessado, permitir a execução de trabalhos de demolição ou de escavação e contenção periférica até à profundidade do piso de menor cota, logo após o saneamento referido no artigo 11.º, desde que seja prestada caução para reposição do terreno nas condições em que se encontrava antes do início dos trabalhos.

2 — Nas obras sujeitas a licença nos termos do presente diploma, a decisão referida no número anterior pode ser proferida em qualquer momento após a aprovação do projecto de arquitectura.

Ligação às redes públicas

Artigo 82.º

1 — Os alvarás a que se referem os n.ºs 1 e 4 do artigo 77.º, a admissão de comunicação prévia do artigo 36.º-A, bem como a notificação referida no n.º 5 do artigo anterior, constituem título bastante para instruir os pedidos de ligação das redes de água, de saneamento, de gás, de electricidade e de telecomunicações, podendo os requerentes optar, mediante autorização das entidades fornecedoras, pela realização das obras indispensáveis à sua concretização nas condições regulamentares e técnicas definidas por aquelas entidades.

2 — Até à apresentação do alvará de autorização de utilização, as ligações referidas no número anterior são efectuadas pelo prazo fixado no alvará respectivo ou na admissão de comunicação prévia e apenas podem ser prorrogadas pelo período correspondente à prorrogação daquele prazo, salvo nos casos em que aquele alvará não haja sido emitido por razões exclusivamente imputáveis à câmara municipal.

3 — Na situação prevista no artigo 113.º, os pedidos de ligação referidos no n.º 1 podem ser instruídos com o recibo do pagamento ou do depósito das taxas ou da caução.

4 — Nos casos referidos no n.º 3 do artigo 6.º, os pedidos de ligação são instruídos com cópia do recibo da apresentação de comunicação prévia e da sua admissão e se for necessária a compatibilização de projectos com as infra-estruturas existentes ou a sua realização no caso de inexistência, estas serão promovidas pela entidade prestadora ou pelo requerente, nos termos da parte final do n.º 1.

SECÇÃO II

Execução dos trabalhos

Artigo 83.º

Aalterações durante a execução da obra

1 — Podem ser realizadas em obra alterações ao projecto, mediante comunicação prévia nos termos previstos no artigo 35.º, desde que essa comunicação seja efectuada com a antecedência necessária para que as obras estejam concluídas antes da apresentação do requerimento a que se refere o n.º 1 do artigo 63.º

2 — Podem ser efectuadas sem dependência de comunicação prévia à câmara municipal as alterações em obras que não correspondam a obras que estivessem sujeitas a prévio licenciamento.



BANCO NACIONAL ULTRAMARINO

DEPÓSITO EM CHEQUES E VALES DE CORREIO N.º.....

62

Lisboa

4

5

87

DISCRIMINAÇÃO DOS DOCUMENTOS

Número	Entidade Sacada	Localidade	Importância		
2862178	BPSM	Lisboa	1	200	00
0198177	Lloyds	"	1	200	00
75154841	BFB	"	1	200	00
8347672	BPSM	"	1	200	00
7048499	BPA	"	1	200	00
3461892	UBP	"	1	200	00
TOTAL . . .			7	200	00

DESTINATARIO

AJEPT

R. Joaquim António de Aguiar, 45-59 E

1000 Lisboa

CONTA N.º

	210	/	91110
(Ag. - Dom.)	(Geral)		(Elementar)

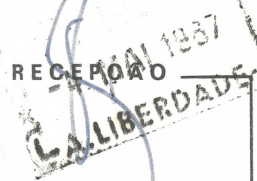
«SALVO BOA COBRANÇA»

No caso deste movimento não ser confirmado no Extracto de Conta respectivo, deve o mesmo ser reclamado junto do Balcão onde a conta se encontra domiciliada.

Assinatura

ESTE DEPÓSITO SÓ É VÁLIDO QUANDO AUTENTICADO PELO BANCO COM CERTIFICADORA OU CHANCELA DE RECEPÇÃO

CERTIFICAÇÃO



beatus scriptorium

PARA O DEPOSITANTE

Modelo
2003.1

3(3) -12/85 - 1 000 000 ex. — T.U.

A5 L SVA/1-31,5

reported that they had actually experienced such events as children. That is, when asked to imagine the events they were more confident that they experienced the events.

Research reported in 2013 revealed that it is possible to artificially stimulate prior memories and artificially implant false memories in mice. Using optogenetics, a team of RIKEN MIT scientists caused the mice to incorrectly associate a behavior with a prior unpleasant experience from different contexts. They believe that the study may have implications for understanding memory in humans, and

Memory recall is a complex process. Memories are recalled through a series of steps involving the conscious and subconscious mind. The strength of a memory is determined by the level of involvement and the emotional state of the person at the time of the event. In some cases, memories can be distorted or even completely forgotten. The process of memory is still a subject of ongoing research, and scientists are working to understand the underlying mechanisms of memory storage and retrieval.

This new research has opened the door to methods for manipulating memory. Those that struggle with memory loss or have experienced a truly frightening experience may find relief in a carefully controlled environment, the memory of which is retrieved.^[102] "Some studies suggest that over-trained or strongly reinforced memories do not undergo reconsolidation if reactivated the first few days after training, but do become sensitive to reconsolidation interference with time."^[102] This, however does not mean that all memory is susceptible to reconsolidation. There is evidence to suggest that memory that has undergone strong training and whether or not is intentional is less likely to undergo reconsolidation.^[104] There was further testing done with rats and mazes that showed that reactivated memories were more susceptible to manipulation, in both good and bad ways, than newly formed memories.^[105] It is still not known whether or not these are new memories formed and it's an inability to retrieve the proper one for the situation or if it's a reconsolidated memory. Because the study of





ajept

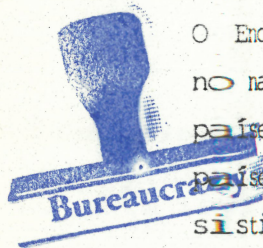
Associação dos Jornalistas e Escritores Portugueses de Turismo

Rua Joaquim António de Aguiar, 45-5.º Esq. - Telef. 557175/6/8 - Telex 42487 - 1000 Lisboa

Oleoso amor...

-3-

2/ No plano internacional, a AJEPT tem-se feito representar noutros acontecimentos, nomeadamente no Congresso da Associação espanhola, para a qual fomos convidados para proferir uma comunicação a propósito das comemorações do V Centenário da descoberta da América. Esta comunicação permitiu-nos abordar questões importantes sob o ponto de vista de intercâmbio entre os dois países com implementação de várias iniciativas de interesse comum, tendo sido genericamente aceite, e alguns pontos da intervenção foram mesmo integrados nas Conclusões do Congresso, com repercussão na imprensa do país vizinho.



O Encontro Luso-Africano de Jornalistas de Turismo trouxe-nos proveito no plano nacional, permitindo a atenção de várias áreas de interesse para os cinco países africanos de língua oficial portuguesa. Alguns dos jornalistas desses países estão já a ser convidados, através da AJEPT, para virem a Portugal assistir ao Congresso da Associação dos Hotéis de Portugal.

Com esta iniciativa pôde a AJEPT testar o seu prestígio, no plano nacional, pelo apoio recebido de diversas entidades, como sejam: DGT, o próprio Governo, Instituto Nacional de Formação Turística, Tecnologia das Comunicações, Banco Pinto & Sotto Mayor, várias Câmaras Municipais, hotelaria, agências de viagens, rent-a-car; da comunicação social sentimos um amplo apoio de jornais, rádio e televisão. Permita-se-nos um reparo perante nós mesmos, a Associação que somos, cujos sócios, salvo pouquíssimas excepções, não fizeram sentir a sua presença ao longo dos vários dias em que se realizou o seminário. O mesmo se diga relativamente a um jantar-convívio com o subdirector geral das Contribuições e Impostos que a convite da AJEPT proferiu importante conferência sobre o IVA nas suas implicações com o Turismo e, mais uma vez, apenas uma minoria compareceu, muito embora outros tenham justificado a sua ausência, como foi o caso do colega Salvador Alves Dias.

Quanto à animação da AJEPT, temos meditado várias hipóteses. Uma delas, através da Juventude, que justo é referir, está já a produzir os seus efeitos, conforme relatório do responsável pela Comissão de Juventude, Mário Franco, cu-

N.º da Pessoa Colectiva

500077568

Para (nome e morada)

Data

14 / 12 / 11

Pessoa Colectiva N.º

176380

[illegible]

EXTENSO

TAXA IVA

(a) Inclui IVA à Taxa de

Continente 8%
Regiões Autónomas 6%

(b) Isento-Artigo 9.º

(c) Isento-Tabela I anexa ao Código

Só serve de Recibo quando autenticado pelos CTT

Assinatura

Mod.650-DFA

DUPLICADO

521.31.0456

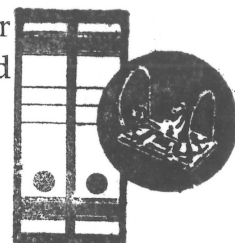
10.4 Von der Language Awareness zur Critical Language Awareness

In der Überschrift erscheinen die englischen Termini, weil es für Language Awareness eine Vielzahl von Übersetzungen ins Deutsche gibt, von denen sich keine wirklich hat durchsetzen können. Sie reichen von **Sprachbewusstsein und Sprachbewusstheit über Sprachwissen bis hin zu Sprachbetrachtung und Sprachreflexion**. Sie alle weisen wichtige Aspekte von Language Awareness aus, bleiben aber auf einzelne Aspekte beschränkt.

Die *Association for Language Awareness*, die auch viermal im Jahr eine Zeitschrift mit dem Titel *Language Awareness* herausgibt, definiert den Terminus auf der Website unter About wie folgt: „We define Language Awareness as **explicit knowledge about language, and conscious perception and sensitivity in Language learning, language teaching and language use.**“ (Hervorhebung der Autoren)

In ihrem *Guide for the Development of Language Education Policies in Europe* umschreiben Jean-Claude Beacco und Michael Byram Language Awareness mit „education for acceptance of linguistic and cultural differences“ (Beacco & Byram 2007). Das Konzept geht unter der Bezeichnung *Awareness of Language* auf den Linguisten **Eric Hawkins** (1985) zurück.

Über die Beschäftigung mit und die Reflexion über Sprache selbst sowie über die Beziehungen zwischen verschiedenen Sprachen sollen Einsicht in Funktionsweisen und Charakter von Sprache, Sprachbewusstheit und Sprachkompetenz erworben werden. Als interdisziplinärer Bestandteil des Curriculums soll Awareness of Language zum einen dem schulischen Fremdsprachenunterricht vorbereitend vorausgehen, indem die Schülerinnen und Schüler in der Begegnung mit verschiedenen Sprachen und Schriftsystemen erste Einsichten in grundlegende sprachliche Prinzipien, Strukturen und Besonderheiten erwerben – sowohl hinsichtlich des Gebrauchs von Sprache im Allgemeinen als auch in Bezug auf fremde Sprachen. Zum anderen geht es Hawkins um Dezentralisierung und die Fähigkeit, eigene Sprache und Sprachgebrauch bewusst wahrzunehmen sowie die Entwicklung von Toleranz gegenüber anderen Sprachen und darum, das Interesse der Schülerinnen und





**Banco Nacional
de Crédito Imobiliário**

DATA: 03/02/2003

CONTA N°. 006199900113

EXTRACTO N° 003/2003

NIB: 004601080619990011325

Exmo(s) Sr(s).

LEITARIA DA QUINTA DO PACO, LDA.

PRACA GUILHERME GOMES FERNANDES 47

4050 PORTO

UNIDADE MONETÁRIA: EUROS (EUR)

MENSAGEM

Dê mais valor ao seu dinheiro com o BNCNetPrazo, uma conta especial de depósito a prazo remunerada à TAXA EURIBOR A 1 MÊS ACRESCIDA DE 0,5%. O BNCNetPrazo pode ser subscrito a partir de 500 até um máximo de 10000 euros por cliente e está DISPONÍVEL APENAS PARA OS ADERENTES DO SERVIÇO TeleBNC/BNCnet. Para aderir a este serviço, ligue 808 20 16 16, entre em www.bnc.pt ou consulte o seu gestor de conta.

DEPÓSITOS À ORDEM

DATA			Movimento PTE	Movimento EUR	Saldo EUR
MOV.	VALOR	DESCRIPTIVO			
DD MM	DD MM				
		Saldo 16/01/2003			176,51+
20.01	20.01	ENTREGA DE NUMERARIO CLERIGOS		100,00+	276,51+
24.01	24.01	ENTREGA DE NUMERARIO CLERIGOS		180,00+	456,51+
29.01	29.01	ENTREGA DE NUMERARIO CLERIGOS		150,00+	606,51+
Saldo 03/02/2003				EUR	606,51+
				PTE	121.594,00+

NOTA: Este extracto contém os movimentos associados à conta de depósitos à ordem n° 006199900113.

repeat
repass
replace
react
find
this
and that
in daily
routine

Agência : 108 - CLÉRIGOS

- Telefone : 22 - 3393920 Fax : 3393929

Praça Dr. Guilherme Gomes Fernandes, 98

4050/294 PORTO



BANCO NACIONAL ULTRAMARINO

DEPÓSITO EM CHEQUES E VALES DE CORREIO N.º

95

DISCRIMINAÇÃO DOS DOCUMENTOS

12600 5 6 86

Número	Entidade Sacada	Localidade	Importância		
0674321	BTA	12600	1	200	00
TOTAL . . .			1	200	00

DESTINATARIO

AYEPT
R. JOAQUIM ANTÔNIO DE
AGUIAR, 47-1º CG
1000 12600

CONTA N.º

(Ag. - Dom.) (Geral) (Elementar)

«SALVO BOA COBRANÇA»

No caso deste movimento não ser confirmado no Extracto de Conta respectivo, deve o mesmo ser reclamado junto do Balcão onde a conta se encontra domiciliada.

Assinatura

Helena Maria da Graça

ESTE DEPÓSITO SÓ É VÁLIDO QUANDO AUTENTICADO PELO BANCO COM CERTIFICADORA OU CHANCELA DE RECEPÇÃO

CERTIFICAÇÃO

beatus scriptorium

RECEPÇÃO

Bureaucrazy

B. N. U.
-6. JUN. 1986

Modelo
2003.1

3(3) -12/85 - 1 000 000 ex. — T.U.

A5 L SVA/1-31,5

Mona Jensen

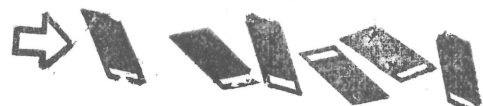
I was 4 years into a relationship that we had been trying to “fix” for 2 years. All kinds of strategies and solutions had been tried. I went on a trip to Hong Kong for 2 weeks to study martial arts – something I was very passionate about at the time. This was my first time in HK, and I learned so much about myself, and life, and the world. And I met a man there, and every conversation, every interaction was just so easy. The sharp contrast to my relationship was almost psychically painful to me. But I believed in my relationship and in FIXING™ it.

Being in Hong Kong was a nice break, but I was still constantly thinking about how to fix my relationship. It wasn't until I was on the flight heading home that it hit me. And it literally hit me: I knew right then and there, that we were a wrong match, and that we couldn't be fixed.

We were just two very different people, who wanted very different things. We had both entered the relationship on a different set of premises. I had changed career paths, and he had, 2 years prior, been diagnosed with ADHD. (When he started meds and became his normal self, we didn't function.) And then we spend two years trying to place the blame elsewhere, instead of facing up to the truth. We broke up 2 days after I returned home.

Now, I said before that it literally hit me. As I was sitting in the plane, it hit me that this relationship had no future, and it hit me so violently, I actually exclaimed DOH! And slapped my own forehead.

Yes, Homer Simpson indeed. I hope the other passengers weren't too alarmed.



CAIXA

⁽²⁸⁾
DESPESA



A.J.E.P.

Escudos

95 \$ 00

Conta

Despesa de Correio

São: noventa e cinco escudos

Em

18 / 5 / 84

Ref.º 2115/675-00 — 2194-83





Associação dos Jornalistas Portugueses de Turismo

FAX Nº. 45/AJOPT/97

Para:	Exmo Senhor Dr. António Branco	De:	AJOPT
To:	Chefe de Gabinete do Senhor Secretário de Estado do Comércio e Turismo	From:	
Fax:	7963651	Pages:	1
Phone:	7975944	Date:	1997.03.24

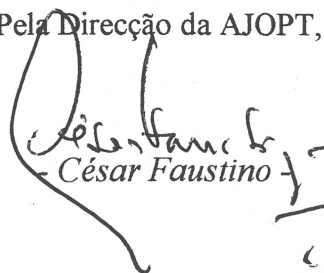
Mensagem / Message:

Serve o presente para agradecer o amável convite, endereçado ao Presidente da AJOPT, para participar no encontro com a Comunicação Social que terá lugar hoje na Pousada de Santa Luzia (Elvas), por ocasião da 7ª. reunião da Comissão de Orientação e Acompanhamento do Ano Nacional do Turismo.

No entanto, informo que o Senhor Dr. Salvador Alves Dias não poderá estar presente pois encontra-se ausente no estrangeiro.

Com os melhores cumprimentos.

Pela Direcção da AJOPT,

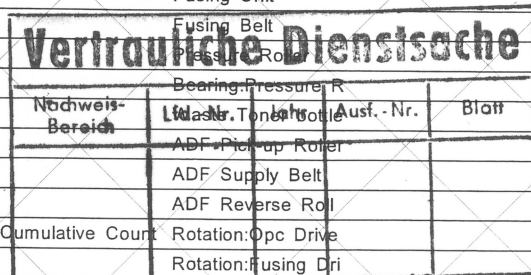

César Faustino



Santa lubrificação

Rua de S. Lázaro, 66 - 2º. Esq. - 1150 Lisboa
Tel. 351.1.8884714 Fax 351.1.8881891

< No. >	< Name >	< Value >	< No. >	< Name >	< Value >
7953-08	Operation Env. L	5<T<15:80<=H<=1	0	7956-207	Estimated Remai
-09		15<=T<25:0<=H<3	0	-208	ADF Supply Belt
-10		15<=T<25:30<=H<	166321		ADF Reverse Roll
-11		15<=T<25:55<=H<	166914	7957-02	Monthly Average
-12		15<=T<25:80<=H<	0	-09	#PCU
-13		25<=T<30:0<=H<3	0	-18	Cleaning Blade
-14		25<=T<30:30<=H<	0	-19	Charge Roller
-15		25<=T<30:55<=H<	0	-21	Cleaner:Charge Ro
-16		25<=T<30:80<=H<	0	-22	OPC
-17		30<=T:0<=H<30	0	-23	Stripper
-18		30<=T:30<=H<55	0	-24	#Dev Unit
-19		30<=T:55<=H<80	0	-25	Developer
-20		30<=T:80<=H<=10	0	-28	Development Filter
-21		35<=T:0<=H<=100	0	-108	Bearing:Developme
7954-02	PM Counter Disp	#PCU	0	-115	Paper Transfer Rol
-09		Cleaning Blade	0	-116	Fusing Unit
-18		Charge Roller	0	-118	Fusing Belt
-19		Cleaner:Charge Ro	0	-119	Pressure Roller
-21		OPC	0	-119	Bearing:Pressure R
-22		Stripper	0	7958-02	PM Value Setting
-23		#Dev Unit	0	-09	#PCU
-24		Developer	0	-18	Cleaning Blade
-25		Development Filter	0	-19	Charge Roller
-28		Bearing:Developme	0	-21	Cleaner:Charge Ro
-108		Paper Transfer Rol	1	-22	OPC
-115		Fusing Unit	60	-23	Stripper
-116		Fusing Belt	60	-24	#Dev Unit
-118		Pressure Roller	60	-25	Developer
-119		Bearing:Pressure R	60	-28	Development Filter
-142		Waste Toner bottle	13	-108	Bearing:Developme
-206		ADF Pick-up Roller	17	-115	Paper Transfer Rol
-207		ADF Supply Belt	17	-116	Fusing Unit
-208		ADF Reverse Roll	17	-118	Fusing Belt
7955-02	Estimated Remai	#PCU	159240	-119	Pressure Roller
-09		Cleaning Blade	159240	-119	Bearing:Pressure R
-18		Charge Roller	159240	-142	Waste Toner bottle
-19		Cleaner:Charge Ro	159240	-206	ADF Pick-up Roller
-21		OPC	159240	-207	ADF Supply Belt
-22		Stripper	159240	-208	ADF Reverse Roll
-23		#Dev Unit	299240	7959-01	Fusing: Stop
-24		Developer	159240	-02	Near End: Page
-25		Development Filter	159240	-03	End: Page
-28		Bearing:Developme	319240	-04	Near End: Rotation
-108		Paper Transfer Rol	1655500	-04	End: Rotation
-115		Fusing Unit	57600		
-116		Fusing Belt	57600	7960-02	Estimated Usage
-118		Pressure Roller	57600	-09	#PCU
-119		Bearing:Pressure R	57600	-18	Cleaning Blade
7956-02	Estimated Remai	#PCU	255	-19	Charge Roller
-09		Cleaning Blade	255	-21	Cleaner:Charge Ro
-18		Charge Roller	255	-22	OPC
-19		Cleaner:Charge Ro	255	-23	Stripper
-21		OPC	255	-24	#Dev Unit
-22		Stripper	255	-25	Developer
-23		#Dev Unit	255	-28	Development Filter
-24		Developer	255	-108	Bearing:Developme
-25		Development Filter	255	-115	Paper Transfer Rol
-28		Bearing:Developme	255	-116	Fusing Unit
-108		Paper Transfer Rol	235	-118	Fusing Belt
-115		Fusing Unit	98	-119	Pressure Roller
-116		Fusing Belt	98	-119	Bearing:Pressure R
-118		Pressure Roller	98	-142	Waste Toner bottle
-119		Bearing:Pressure R	98	-206	ADF Pick-up Roller
-142		Waste Toner bottle	255	-207	ADF Supply Belt
-206		ADF Pick-up Roller	255	-208	ADF Reverse Roll
				7970-01	Cumulative Count
				-08	Rotation:Opc Drive
				-10	Rotation:Fusing Dri
				-11	Count:Paper Trans
				-12	Page:Feed Drive U
				-14	Page:Registration
					Page:Exit Drive Un





BPI

30/05	02/06	DEPOSITO EM NUMERARIO
30/05	30/05	CHEQUE 28256224
30/05	02/06	DEPOSITO EM NUMERARIO 94118226



SALDO FINAL EM ESCUDOS

2 167,79
434 603\$0

125,00
-116,36

beatus scriptorium

Pac. 3/3

expressionistas juntavam-se a elaboração de uma teoria da revolução, que se referia a Marx e ao anarquismo, mas que já não tinha mais nada a ver com o comunismo oficial. Essencialmente, nos primeiros anos, a I. S. dizia respeito a uma “revolução cultural” e à busca experimental por novas formas de vida, incluindo

repeated
repass
replace
react
find
this
and that
in daily
routine

Voltemos, porém, alguns passos, remontando ao ano de 1946. O jovem Isidor Isou, recém chegado da Romênia, fundou o Letrismo em Paris. Ele tencionava completar a destruição da linguagem das formas - a qual já havia sido

Mod. 7RT/3.400BLOC.c/100L.100L.100L.11.1982.3487

LIONS
LACTY

O selo de recibo é pago por meio de guia

Cartão de Ident. Pessoa Colectiva
N.º 500211310

PAPELARIA

E. E. DE SOUSA & SILVA, Lda.

Lisbo

GRAVADORES

157, Rua do Ouro, 159

L I S B O A

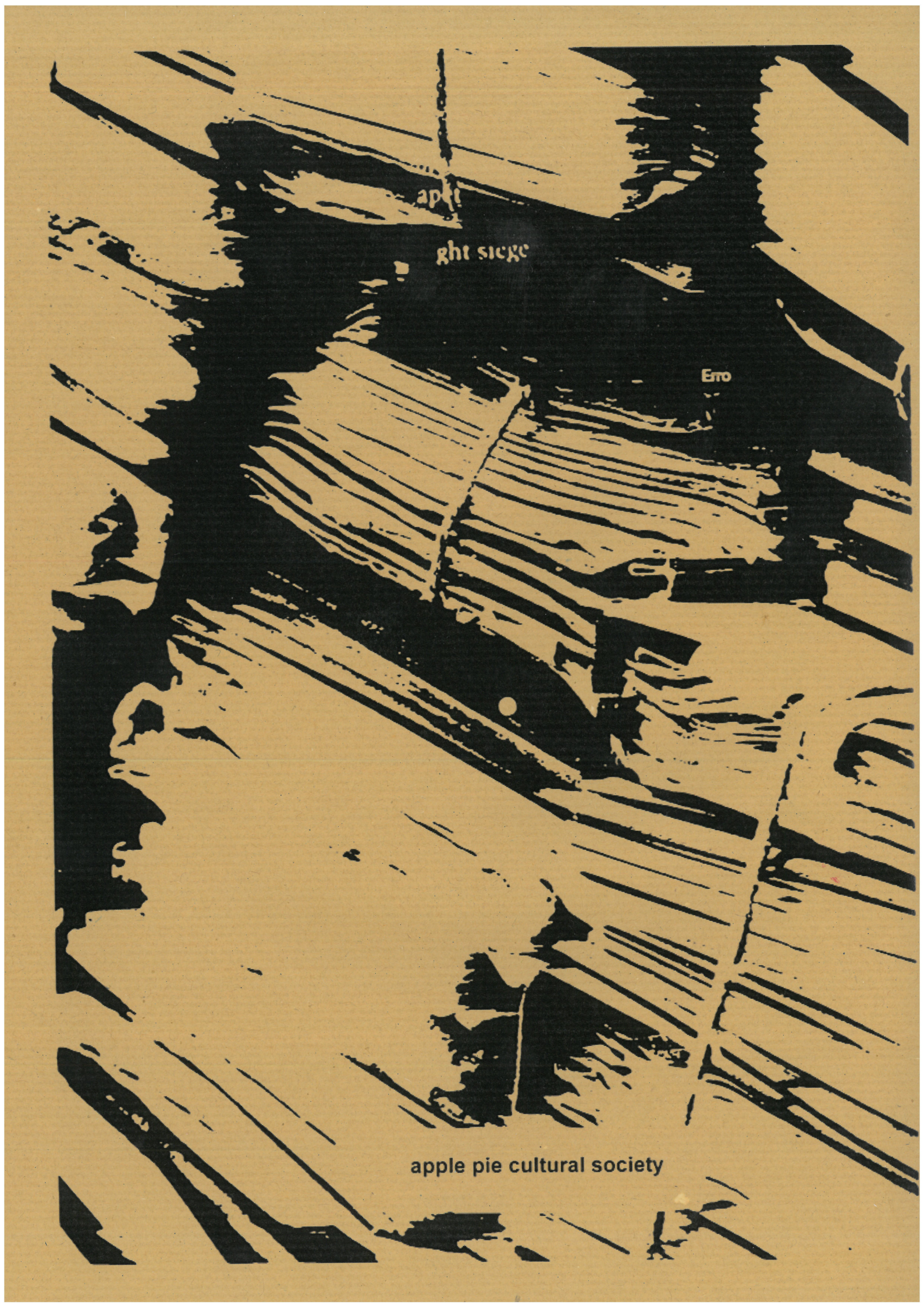
TELEFONE
32 79 15

2

emendas

Quinhentos

O selo é pago por meio de guia conforme Dect.º
Lei n.º 260-C/81 de 2/9/81.



apple

ght siege

Ero

apple pie cultural society